



MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

Référence unique du mandat :

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) CALEDONIENNE DES EAUX à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de CALEDONIENNE DES EAUX
Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :

IDENTIFIANT CRÉANCIER SEPA

NC06ZZZ89A418

DÉSIGNATION DU TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER		DÉSIGNATION DU CRÉANCIER	
Nom, prénom		Nom	CALEDONIENNE DES EAUX
Adresse		Adresse	13
			RUE EDMOND HARBULOT
Code postal		Code postal	98800
Ville		Ville	NOUMEA

IDENTIFICATION INTERNATIONALE (IBAN) :

IDENTIFICATION INTERNATIONALE DE LA BANQUE (BIC) :

TYPE DE PAIEMENT : PAIEMENT :

Signature

Signé à :
Le (JJ/MM/AAAA) :

DÉSIGNATION DU TIERS DÉBITEUR POUR LE COMPTE DUQUEL LE PAIEMENT EST EFFECTUÉ (SI DIFFÉRENT DU DÉBITEUR LUI-MÊME ET LE CAS ÉCHÉANT) :

Nom du tiers débiteur : Calédonienne Des Eaux

JOINDRE UN RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE (au format IBAN BIC)

Rappel :

*En signant ce mandat j'autorise ma banque à effectuer sur mon compte bancaire, si sa situation le permet, les prélèvements ordonnés par CALEDONIENNE DES EAUX. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai le différend directement avec CALEDONIENNE DES EAUX
Ce document, qui contient votre Référence Unique de Mandat (RUM), est à conserver. Il n'est pas nécessaire de le transmettre à votre établissement bancaire ou à CALEDONIENNE DES EAUX.*

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.